Spedizione in abbonamento postale | Anno 100° — Numero 23

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | Roma - Giovedì, 29 gennaio 1959 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650 139 651-236 651-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in M LANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1958

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 ottobre 1958, n. 1216.

Esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Svizzera relativa alla costruzione ed alla gestione della galleria stradale del Gran San Bernardo, conclusa a Berna il 23 maggio 1958.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per le finanze, per i lavori pubblici e per i trasporti;

Decreta :

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione tra l'Italia e la Svizzera relativa alla costruzione ed alla gestione della galleria stradale del Gran San Bernardo, conclusa in Berna il 23 maggio 1958, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità dell'art. 11 della Convenzione stessa.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 ottobre 1958

GRONCHI

FANFANI — PRETI — TOGNI — ANGELINI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 gennaio 1959
Atti del Governo, registro n. 116, foglio n. 57 — RELLEVA

Convention entre la République Italienne et la Confédération Suisse relative à la construction et à l'exploitation d'un tunnel routier sous le Grand-Saint-Bernard.

Le *Président de la République Italienne* et le *Conseil Fédéral Suisse,* ayant reconnu que le percement d'un tunnel routier reliant à travers le massif du Grand-Saint-Bernard les localités de Bourg-St-Pierre et de St-Rhémy est de nature à améliorer les communications entre les deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Le Président de la République Italienne:

Monsieur Maurilio COPPINI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Italie en Suisse et

Le Conseil Féderal Suisse:

Monsieur Jean de RHAM, Ministre Plénipotentiaire Chef de la Division des organisations internationales du Département politique fédéral,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de permettre la création d'une communication routière entre les territoires italien et suisse par la construction d'un tunnel sous le Grand-Saint-Bernard. A cet effet, elles s'engagent à faire concéder par les autorités compétentes, chacune pour la partie de sa compétence respective, aux deux Sociétés prévues à l'alinéa premier de l'article suivant, l'exécution du percement du tunnel du Grand-Saint-Bernard sur la base du projet technique qui aura été approuvé par les autorités compétentes des deux Etats. Elles s'engagent, en outre, à faire concéder l'exploitation du tunnel à l'entreprise unique prévue au deuxième alinéa de l'article suivant.

Article 2

La construction de l'ouvrage visé à l'article 1er sera confiée à une Société suisse et à une Société italienne, qui exécuteront chacune la moitié de la longueur totale du tunnel aux termes des modalités fixées par lesdites Sociétés, tandis que la construction des deux troncons routiers d'accès sera assurée par les deux Sociétés sur les territoires nationaux respectifs.

L'exploitation de l'ouvrage visé à l'article 1er sera assurée par une entreprise unique créée sous forme de société anonyme par les deux Sociétés prévues au premier alinéa du présent article, lesquelles souscriront chacune par moitié le capital social.

La Société anonyme visée à l'alinéa 2 du présent article aura son siège légal en Suisse. Le Conseil d'administration, les autres organes administratifs et la direction de la Société se composeront par moitié de ressortissants suisses domiciliés en Suisse et par l'autre moitié de ressortissants italiens.

Le président du Conseil d'administration, nommé pour cinq ans, sera alternativement italien et suisse. Il aura voix prépondérante.

Le personnel d'exploitation et d'entretien comprendra, en principe, à grade égal, autant d'italiens que de suisses.

Par dérogation, le personnel chargé de la ventilation pourra être du personnel spécialisé que la Société agréera sans être tenue par la règle de l'alinéa précédent.

Article 3

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Suisse se concerteront sur les dispositions de la concession accordée par les autorités compétentes des deux Etats et du cahier des charges qui s'y trouvera annexé, ainsi que sur toute modification des concessions.

Ils s'efforceront de fixer de part et d'autre des dispositions aussi semblables qu'il sera possible et n'y apporteront par la suite de modification qu'après s'être concertés.

Les concessions prendront fin soixante-dix ans après la date fixée d'un commun accord entre les Gouvernements Italien et Suisse dès la réception des travaux.

Article 4

Lorsque les concessions prendront fin, le tunnel deviendra propriété commune et indivisible des deux Etats ou des personnes morales de droit public que chaque Etat pourra désigner de par sa législation interne; il sera exploité en commun, à égalité de droits et de charges.

Les modalités de la gestion commune feront l'objet d'un accord préalable entre les deux Parties Contractantes.

Article 5

Les eaux et les minéraux utiles trouvés au cours de la construction de l'ouvrage seront attribués d'après la législation de l'Etat sur le territoire duquel la découverte aura été faite, quelle qu'ait été la Société inventrice.

Article 6

La perception de droits de péage à travers le tunnel par la Société concessionnaire sera prévue dans les actes de concession à octroyer par les autorités compétentes des deux Etats.

Article 7

La frontière italo-suisse à l'intérieur du tunnel sera fixée par l'intersection de l'axe du tunnel avec la verticale abaissée d'un point du tracé de la frontière à ciel ouvert.

La Commission permanente pour l'entretien de la frontière italo-suisse sera chargée par les deux Gouvernements d'effectuer les opérations nécessaires en vue de la fixation et de la démarcation de la frontière à l'intérieur du tunnel.

Article 8

Les questions de douane, de police, monétaires, fiscales et sociales soulevées par la construction et l'exploitation du tunnel feront l'objet d'accords particuliers entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Suisse.

Article 9

Les Hautes Parties Contractantes procéderont, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, à la création d'une Commission mixte, composée de quatre membres suisses et de quatre membres italiens, qui pourront se faire assister d'experts. Le président, qui sera alternativement choisi parmi les membres italiens et suisses, sera désigné par la Commission elle-même: il n'aura pas voix prépondérante. La Commission mixte aura pour tâche de veiller au bon fonctionnement de la présente Convention et d'aplanir toute difficulté pouvant résulter de son application.

En cas de différend entre les Délégations italienne et suisse au sein de la Commission mixte, il y aura lieu de recourir à la décision des deux Gouvernements.

La Commission mixte adressera aux deux Gouvernements chaque année un compte-rendu documenté sur son activité.

Article 10

Tout différend entre les deux Gouvernements au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sera réglé conformément aux dispositions prévues par le Traité de conciliation et de règlement judiciaire conclu à Rome le 20 septembre 1924, entre l'Italie et la Suisse.

Article 11

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berne, le 23 mai 1958 en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour la Confédération Suisse
J. DE RHAM

Pour la République Italienne
MAURILIO COPPINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 novembre 1958, n. 1217.

Approvazione di una variante al piano particolareggiato n. 96 di esecuzione del piano regolatore generale di Roma, per la zona compresa fra il viale Trastevere, le mura urbane, il lungotevere e la ferrovia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto-legge 6 luglio 1931, n. 981, convertito con modificazioni nella legge 24 marzo 1932, n. 355, che approva il piano regolatore della città di Roma e detta norme per la sua esecuzione;

Visti il regio decreto-legge 17 ottobre 1935, n. 1987, convertito con modificazioni nella legge 4 giugno 1936, n. 1210, contenente norme integrative della legge suddetta ed il successivo regio decreto-legge 7 marzo 1938, n. 465, convertito nella legge 16 giugno 1938, n. 1074, nonchè il regio decreto-legge 7 agosto 1938, n. 1223, convertito nella legge 19 gennaio 1939, n. 401, e la legge 29 maggio 1939, n. 913;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1950, con il quale è stato approvato il piano particolareggiato n. 96, di esecuzione del piano regolatore generale della città, per la zona compresa tra il viale di Trastevere, le mura urbane, il lungotevere e la ferrovia;

Vista la domanda con la quale il Sindaco di Roma, in base a delibera consiliare n. 1675 del 22 luglio 1957 ha chiesto l'approvazione della variante (bis) al menzionato piano particolareggiato n. 96, nonchè del piano particolareggiato della zona stralciata dal piano stesso;

Ritenuto che il procedimento seguito è regolare e che, durante la pubblicazione degli atti, sono state presentate, nei termini, tre opposizioni rispettivamente da parte dei signori: Tonelli Pier Carlo e fratelli Perugia (1), Angelo Costa per la Società Filanda e Tessitura Costa (2), Federici Elia (3);

Ritenuto che il Comune ha espresso, in data 13 febbraio 1958 il proprio avviso in merito alle opposizioni presentate;

Ritenuto che il progetto comunale prevede:

1) la creazione di un nuovo quartiere residenziale composto di edifici a pianta stellare dell'altezza di m. 35, circondati da zone a parco, di edifici a carattere intensivo con disposizione varia e di altezza variabile da m. 4 a m. 25, anch'essi circondati da zone verdi;

2) un raccordo stradale della larghezza di m. 30 tra via Ettore Rolli e viale Trastevere;

3) un'arteria della larghezza di m. 20, opportunamente differenziata dal suddetto raccordo mediante la creazione di una striscia verde in corrispondenza del l'asse del primo tratto, allacciante la suddetta via Ettore Rolli con la zona di Porta Portese e delimitata da una fascia a parco pubblico verso l'argine del Tevere;

4) una zona con destinazione ad edifici pubblici comunali lungo le mura urbane, limitata dalla via di Porta Portese;

5) una chiesa tra il Tevere ed il prolungamento di via Ettore Rolli, inquadrata in una zona a parte:

6) la creazione di due zone a parco pubblico lungo la via Ettore Rolli, in luogo delle costruzioni intensive, allo scopo di salvaguardare il collettore di destra del Tevere, sottopassante la zona stessa;

7) l'ampliamento dell'Istituto sperimentale delle ferrovie dello Stato di piazza Ippolito Nievo;

Considerato che la volumetria particolareggiata studiata per la quasi totalità della superficie oggetto del piano, non può essere accettata completamente, in quanto, mentre nei tratti prospicienti il lungotevere si hanno costruzioni isolate alte, che contrastano con il tradizionale carattere di edilizia continua che si affaccia in tutti i lungotevere, nella zona retrostante i tipi edilizi prescelti sono troppo rigidamente disposti;

Che, pertanto, detta volumetria deve essere sostituita da tipi edilizi correnti, e cioè dal tipo edilizio intensivo esterno, fatta eccezione per una striscia profonda metri 35, prospiciente il Tevere lungo la via Portuense da destinare a palazzine;

Che, inoltre, dette palazzine, allo scopo di costituire un prospetto omogeneo ed unitario, dovranno corrispondere ad un profilo regolatore, con annessi tipi architettonici, da approvarsi dal Comune, prima della concessione delle licenze edilizie, le quali saranno subordinate al rispetto di detti tipi e profili;

Considerato che devono essere stralciate dall'approvazione le aree di interesse delle ferrovie dello Stato, secondo quanto richiesto dall'Amministrazione ferroviaria e come precisato dal tratteggio a tratti e punti di color verde riportato sulla planimetria 1:5000 del piano;

Considerato che l'opposizione Federici Elia (3) risulta parzialmente accolta in relazione a quanto sopra detto ed in ordine alle lievi rettifiche stradali richieste;

Che l'opposizione Angelo Costa (2) può essere accolta parzialmente nel senso di inserire nel piano la volumetria speciale presentata dall'interessato e riportata nell'allegato *A* in iscala 1:1000, e di spostare lievemente l'ubicazione della chiesa;

Che è, invece, da respingere l'opposizione Tonelli Pier Carlo (1), in quanto non si ritiene ammissibile, sul fronte del lungotevere, una altezza dei fabbricati maggiore di m. 25;

Considerato che è da prescrivere l'osservanza — nella costruzione degli edifici — delle servitù precostituite relativamente ad impianti di pubblico interesse esistenti nella zona;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359;

Visto il voto n. 687 emesso dalla Commissione per l'esame dei piani particolareggiati per la esecuzione del piano regolatore di Roma nell'adunanza del 28 giugno 1958;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Accolte parzialmente le opposizioni Costa Angelo per la Società Filanda e Tessitura Costa (2) e Federici Elia (3); respinta l'opposizione Tonelli Pier Carlo e fratelli Perugia (1); è approvata con le modifiche, prescrizioni e stralci di cui in narrativa la variante *bis* al piano particolareggiato n. 96 di esecuzione del piano particolareggiato di Roma, per la zona compresa tra il viale Trastevere, le mura urbane, il lungotevere e la ferrovia, approvato con decreto Presidenziale 7 febbraio 1950 e zone stralciate dal piano stesso.

Il progetto sarà vistato dal Ministro per i lavori pubblici in due planimetrie in iscala 1:1000, in una planimetria in iscala 1:5000, in una relazione tecnica ed in un elenco delle proprietà interessate.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 novembre 1958

GRONCHI

FANFANI — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 gennaio 1959
Atti del Governo, registro n. 116, foglio n. 42. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 dicembre 1958, n. 1218.

Riconoscimento, agli effetti civili, della nuova denominazione « Provincia Romana dell'Ordine della B. M. V. della Mercede - Padri Mercedari », in Roma, assunta dall'ente « Provincia Romana del Celeste Reale e Militare Ordine di Maria SS.ma della Mercede - Mercedari ».

N. 1218. Decreto del Presidente della Repubblica 7 dicembre 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta, agli effetti civili, la nuova denominazione « Provincia Romana dell'Ordine della B. M. V. della Mercede - Padri Mercedari », in Roma, assunta dall'ente « Provincia Romana del Celeste Reale e Militare Ordine di Maria SS.ma della Mercede - Mercedari ».

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 gennaio 1959
Atti del Governo, registro n. 116, foglio n. 22. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 dicembre 1958, n. 1219.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Michele Arcangelo, in frazione Bottagna del comune di Vezzano Ligure (La Spezia).

N. 1219. Decreto del Presidente della Repubblica 7 dicembre 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Michele Arcangelo, in frazione Bottagna del comune di Vezzano Ligure (La Spezia).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *gennaio* 1959
Atti del Governo, registro n. 116, *foglio n.* 23 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 dicembre 1958, n. 1220.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia del SS. Sacramento Ritrovato, in Catania.

N. 1220. Decreto del Presidente della Repubblica 7 dicembre 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Catania in data 30 maggio 1957, integrato con dichiarazione del 30 agosto 1958, relativo alla erezione della parrocchia del SS. Sacramento Ritrovato, in Catania.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *gennaio* 1959
Atti del Governo, registro n. 116, *foglio n.* 24. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 dicembre 1958, n. 1221.

Erezione in ente morale della « Pia Opera Quies », con sede in Milano.

N. 1221. Decreto del Presidente della Repubblica 7 dicembre 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la « Pia Opera Quies », con sede in Milano, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 *gennaio* 1959
Atti del Governo, registro n. 116, *foglio n* 59. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 gennaio 1959.

Nomina di agenti di cambio presso la Borsa valori di Torino.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 20 marzo 1913, n. 272, ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;

Visto il regio decreto-legge 7 marzo 1925, n. 222;

Visto il regio decreto-legge 29 luglio 1925, n. 1261;

Visto il regio decreto-legge 30 giugno 1932, n. 815;

Vista la legge 23 maggio 1956, n. 515;

Visto il decreto Ministeriale 20 marzo 1958, registrato alla Corte dei conti il 26 stesso mese, registro n. 81 Tesoro, foglio n 180, con il quale venne indetto il concorso per il conferimento di quindici posti di agente di cambio presso la Borsa valori di Torino;

Visto il decreto Ministeriale 24 ottobre 1958, registrato alla Corte dei conti il 12 dicembre 1958, registro n. 32 Tesoro, foglio n. 104, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 308 del 22 dicembre 1958, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati al concorso per quindici posti di agente di cambio presso la Borsa valori di Torino;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per il tesoro;

Decreta:

Sono nominati agenti di cambio presso la Borsa valori di Torino i seguenti candidati dichiarati idonei:

1) Arneodo dott. Giovanni
2) Marchisio dott. Mario
3) Magnetti dott. Giacomo
4) Cerutti dott. Luigi
5) Canet dott. Enrico
6) Cacciatore dott. Franco
7) Garlaschi dott. Franco
8) Giubergia ing. Renzo
9) Momigliano dott. Franco
10) Milone Mario
11) Calvi dott. Sidney
12) Sessa dott. Carlo
13) Novarino Aldo
14) Ozzello Pietro
15) Predome Renato

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 13 gennaio 1959

GRONCHI

ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *gennaio* 1959
Registro n. 2 *Tesoro, foglio n.* 358. — FLAMMIA

(483)

DECRETO MINISTERIALE 22 dicembre 1958.

Luoghi di lavoro per i quali sono prescritte le particolari norme di cui agli articoli 329 e 331 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 329 e 331 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547, che disciplinano le installazioni elettriche in luoghi dove esistono pericoli di esplosione o di incendio;

Visto l'art. 400 del citato decreto del Presidente della Repubblica che prevede la determinazione dei predetti luoghi di lavoro;

Sentito il parere della Commissione consultiva permanente per la prevenzione degli infortuni e per l'igiene del lavoro;

Decreta:

Articolo unico.

I luoghi di lavoro per i quali sono prescritte le particolari norme di cui agli articoli 329 e 331 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547, sono determinati, rispettivamente, con le tabelle *A* e *B* allegate al presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 dicembre 1958

Il Ministro: VIGORELLI

Tabella A alligata al decreto Ministeriale 22 dicembre 1958, concernente l'elenco dei luoghi di lavoro per i quali sono prescritte le particolari norme di cui all'art. 329 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547.

N. d'ordine	Gas e vapori infiammabili e materie esplosive prodotti o trattati od utilizzati od immagazzinati	Luoghi in cui vengono eseguite le sottonotate operazioni — per quantitativi superiori a	Luoghi di deposito — per quantitativi superiori a
	1	2	3
1	Gas di distillazione . .	Operazioni del ciclo produttivo fino al contatore, escluso il generatore Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui i gas sono impiegati per uso combustibile	
		m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria	m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
2	Acetilene	Operazioni del ciclo produttivo Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui il gas è impiegato per uso combustibile Operazioni di compressione e decompressione e carica bombole	
		qualsiasi quantitativo	n. 20 bombole da 25 litri ciascuna o m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
3	Altri gas di reazione . .	Operazioni del ciclo produttivo fino al contatore, escluso il generatore Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui i gas sono impiegati per uso combustibile	
		m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria	m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
4	Etilene	Operazioni del ciclo produttivo fino al contatore, escluso il generatore Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui il gas è impiegato per uso combustibile	
		qualsiasi quantitativo	m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
5	Altri gas di craking .	Operazioni del ciclo produttivo fino al contatore, escluso il generatore Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui i gas sono impiegati per uso combustibile	
		m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria	m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
6	Altri gas infiammabili di sintesi o di elettrolisi	Operazioni del ciclo produttivo fino al contatore Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui i gas sono impiegati per uso combustibile	
		m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria	m³ 50 a pressione e temperatura ordinaria
7	Metano	Operazioni di compressione, carica bombole, decompressione e travaso Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui il gas è impiegato per uso combustibile	
		n. 20 bombole da 25 litri ciascuna, o 110 m³ a pressione e temperatura ordinaria	n. 20 bombole da 25 litri ciascuna o 110 m³ a pressione e temperatura ordinaria

N. d'ordine	Gas e vapori infiammabili e materie esplosive prodotti o trattati od utilizzati od immagazzinati	Luoghi in cui vengono eseguite le sottonotate operazioni — per quantitativi superiori a	Luoghi di deposito — per quantitativi superiori a
	1	2	3
8	Gas infiammabili liquefatti	Operazioni di compressione, carica bombole e travaso Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche, esclusi i luoghi in cui i gas sono impiegati per uso combustibile	
		kg. 200	Kg. 500
9	Cloruro di vinile . . .	Operazioni di compressione, carica bombole e travaso Operazioni successive inerenti le trasformazioni chimiche e fisiche	
		kg. 200	Kg. 500
10	Acetone	Operazioni di esterificazione, distillazione, rettificazione, condensazione dei vapori, estrazione, ossidazione, riduzione, idrogenazione, eterificazione, alogenazione, cianurazione, polimerizzazione, dissoluzione, separazione di miscugli, travaso e riempimento di contenitori	
		litri 100	Litri 1.000
11	Acrilnitrile	Idem	Idem
12	Acetato di etile	Idem	Idem
13	Acetato di metile .	Idem	Idem
14	Acetato di vinile	Idem	Idem
15	Aldeide acetica .	Idem	Idem
16	Benzine (frazioni distillanti al di sotto di 150°C.)	Idem	Idem
17	Benzolo	Idem	Idem
18	Butanone	Idem	Idem
19	Bromuro di etile	Idem	Idem
20	Cicloesano	Idem	Idem
21	Cloruro di etile	Idem	Idem
22	Dietilammina . . .	Idem	Idem
23	Eptano	Idem	Idem
24	Esano	Idem	Idem
25	Etere etilico	Idem	Idem
26	Etilammina	Idem	Idem
27	Formiato di etile	Idem	Idem
28	Ossido di etilene . .	Idem	Idem
29	Solfuro di carbonio .	Idem	Idem

N. d'ordine	Gas e vapori infiammabili e materie esplosive prodotti o trattati od utilizzati od immagazzinati	Luoghi in cui vengono eseguite le sottonotate operazioni per quantitativi superiori a:	Luoghi di deposito per quantitativi superiori a:
	1	2	3
30	Acetato di isobutile . . .	Operazioni di esterificazione, distillazione, rettificazione, condensazione dei vapori, estrazione, ossidazione riduzione, idrogenazione, eterificazione, alogenazione, cianurazione, polimerizzazione, dissoluzione, separazione di miscugli, travaso e riempimento di contenitori	
		litri 500	Litri 2.000
31	Acetato di isopropile	Idem	Idem
32	Acetato di propile	Idem	Idem
33	Alcool etilico . .	Idem	Idem
34	Alcool isopropilico	Idem	Idem
35	Alcool metilico . .	Idem	Idem
36	Diossano	Idem	Idem
37	Piridina	Idem	Idem
38	Toluolo	Idem	Idem
39	Xiloli	Idem	Idem
40	Acetato di amile .	Operazioni di esterificazione, distillazione, rettificazione, condensazione dei vapori, estrazione, ossidazione, riduzione, idrogenazione, eterificazione, alogenazione cianurazione polimerizzazione, dissoluzione, separazione di miscugli, travaso e riempimento di contenitori	
		litri 1.000	Litri 10.000
41	Acetato di butile .	Idem	Idem
42	Acetato di isoamile .	Idem	Idem
43	Alcool amilico .	Idem	Idem
44	Alcool butilico	Idem	Idem
45	Alcool isoamilico . .	Idem	Idem
46	Clorobenzene	Idem	Idem
47	Metilisobutilchetone	Idem	Idem
48	Olii essenziali . .	Idem	Idem
49	Stirolo monomero	Idem	Idem
50	Trementina . . .	Idem	Idem
51	Materie esplosive considerate tali dal regolamento al T. U delle leggi di pubblica sicurezza, R. D 6 maggio 1940, n. 635	Produzione, manipolazione, lavorazione e deposito fatta esclusione dei processi dove le anzidette operazioni sono effettuate ad umido	

Se sono immagazzinati due o più gas tra quelli elencati dal n. 1 al n 9 inclusi, i quantitativi minimi indicati nella presente tabella s'intendono superati quando sono depositate 35 bombole o bidoni da 25 litri di capacità ciascuno

Se sono prodotte, trattate, utilizzate o immagazzinate due o più sostanze tra quelle elencate dal n 10 al n 50 inclusi, i quantitativi minimi indicati nella presente tabella si intendono superati quando si verificano, rispettivamente, le seguenti relazioni:

I) $10a + 2b + c \geq 1\,000$ litri, per i luoghi indicati nella colonna 2.
II) $10a + 5b + c \geq 10.000$ litri, per i luoghi indicati nella colonna 3

Dove:

a è il quantitativo di una delle sostanze elencate dal n 10 al 29 inclusi;
b è il quantitativo di una delle sostanze elencate dal n 30 al 39 inclusi;
c è il quantitativo di una delle sostanze elencate dal n. 40 al 50 inclusi

Visto:
Il Ministro per il lavoro e per la previdenza sociale
VIGORELLI

Tabella B alligata al decreto Ministeriale 22 dicembre 1958, concernente l'elenco dei luoghi di lavoro per i quali sono prescritte le particolari norme di cui all'art. 331 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547.

N. d'ordine	Sostanze le cui polveri possono dar luogo ad incendio o ad esplosione	Luoghi in cui vengono eseguite le sottonotate operazioni
1	Zolfo	Macinazione, ventilazione, insaccamento
2	Carbone	Macinazione, separazione ed insaccamento del polverino
3	Nerofumo	Separazione, insaccamento
4	Fosforo rosso .	Essiccazione, insaccamento, preparazione di miscele
5	Trisolfuro di fosforo .	Essiccazione, insaccamento, preparazione di miscele
6	Naftalina	Scagliatura, formatura, insaccamento
7	Acido salicilico	Sublimazione, insaccamento
8	Anidride ftalica	Sublimazione, insaccamento
9	Alluminio	Pestaggio, stacciatura, miscelatura, brillantatura, essiccazione, insaccamento e pressatura della polvere
10	Bronzo all'alluminio	Idem
11	Cerio	Idem
12	Elektron	Idem
13	Zirconio	Idem
14	Magnesio	Pestaggio, stacciatura, miscelatura, brillantatura, essiccazione, insaccamento e pressatura della polvere Preparazione di carta al magnesio
15	Zucchero	Macinazione, insaccamento
16	Cotone	Apritura, battitura
17	Riso	Burattamento, separazione delle reste, bramatura, separazione della lolla
18	Legno	Produzione di farine di legno
19	Altri cereali	Pulitura a secco nei mulini, immagazzinamento nell'interno dei silos
20	Destrina	Insaccamento
21	Celluloide	Lavorazione meccanica a freddo, pulitura meccanica dei fogli di celluloide, lucidatura
22	Nitrocellulosa con meno del 12,6% di azoto	Essiccazione, preparazione di miscele
23	Raion	Apritura, battitura
24	Acetato di cellulosa	Macinazione per produzione polveri da stampaggio con carica di sostanze organiche, e loro insaccamento; operazioni meccaniche di smerigliatura e pulitura dei manufatti di resina sintetica ottenuti con l'impiego di tali polveri
25	Resine fenoliche	Idem
26	Resine metacriliche	Macinazione per produzione polveri da stampaggio con carica di sostanze organiche, e loro insaccamento
27	Resine polistiroliche	Idem
28	Resine ureiche	Macinazione per produzione polveri da stampaggio con carica di sostanze organiche, e loro insaccamento; operazioni meccaniche di smerigliatura e pulitura dei manufatti di resina sintetica ottenuti con l'impiego di tali polveri
29	Esanitrodifenilato di ammonio . .	Essiccazione, vagliatura, insaccamento
30	Azoturo di bario	Idem
31	Jodoossibenzoato di calcio	Idem
32	Dinitroortocresilato di potassio . .	Idem
33	Dinitroortocresilato di sodio	Idem
34	Tetranitrocarbazolo	Idem
35	Perossido di diclorobenzoile . . .	Idem
36	Perossido di cicloesanone	Idem
37	Perossido di dibenzoile	Idem
38	Disulfoidrazidi di benzolo . . .	Idem
39	Dinitrosopentametilentetramina	Idem
40	Diazoamidobenzoli	Essiccazione, vagliatura, miscelazione, insaccamento

N. d'ordine	Sostanze le cui polveri possono dar luogo ad incendio o ad esplosione	Luoghi in cui vengono eseguite le sottonotate operazioni
41	Diazoamidonaftalina	Essiccazione, vagliatura, miscelazione
42	Cloruro di diazobenzolo	Idem
43	Nitrato di diazobenzolo	Idem
44	Acido diazobenzolsolfonico	Idem
45	Cromato di diazobenzolo . .	Idem
46	Solfato di diazobenzolo . . .	Idem
47	Diazodinitrofenolo	Idem
48	Diazonitrofenolo	Idem
49	Isopropilato di alluminio .	Idem
50	Etilato di sodio	Essiccazione, insaccamento
51	Etilato di potassio	Idem
52	Metilato di sodio	Idem
53	Metilato di potassio	Idem
54	Idrosolfito di calcio	Essiccazione, macinazione, insaccamento
55	Idrosolfito di potassio .	Idem
56	Idrosolfito di sodio	Idem
57	Idrosolfito di zinco	Idem
58	Perossido di bario .	Essiccazione, insaccamento
59	Cromato di potassio . .	Idem
60	Perclorato di potassio . . .	Idem
61	Bromato di potassio	Idem
62	Bromato di sodio . .	Idem
63	Clorato di sodio .	Idem
64	Perclorato di sodio	Idem
65	Perossido di sodio	Idem

Visto:
Il Ministro per il lavoro e per la previdenza sociale
VIGORELLI

(6910)

DECRETO MINISTERIALE 13 gennaio 1959.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona dello « Scopetone », sita nell'ambito del comune di Arezzo.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Arezzo per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza dell'8 novembre 1954 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata la zona detta dello « Scopetone », sita nell'ambito del comune di Arezzo:

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Arezzo;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè con il suo gruppo di alture coperte di vegetazione di alto fusto oltre a formare un quadro naturale di non comune bellezza, offre dei punti di vista accessibili al pubblico dai quali si può godere un ampio e profondo panorama;

Decreta:

La zona detta dello « Scopetone », sita nel territorio del comune di Arezzo, così delimitata: Pont'alto (sulla statale 73) lungo il fosso di Campalle fino al Molino; Molino lungo il borro di Covole fino all'incrocio del borro di Casanova; borro di Casanova fino alla carrareccia di Covole; carrareccia di Covole fino al podere di Casanova; podere di Casanova lungo la carrareccia di Casanova fino all'incrocio con il fiumicello; fiumicello fino all'incontro del podere La Comare; podere La Comare lungo il fosso della fonte fino al podere Talamone; podere Talamone lungo il fosso del campo

del Sorbo fino a ritrovare l'ont'alto sulla statale 73, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Arezzo.

La Soprintendenza ai monumenti di Firenze, curerà che il comune di Arezzo provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 13 gennaio 1959

p. *Il Ministro*: SCAGLIA

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Arezzo

Verbale della seduta del giorno 8 novembre 1954

Il giorno 8 novembre 1954 nei locali della Casa Vasari in Arezzo, si è riunita la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali per discutere il seguente ordine del giorno:

1) Proposta di notifica dei terreni adiacenti la strada panoramica dello Scopetone;

(*Omissis*).

Constatata la presenza del numero legale dei componenti la Commissione, il presidente dichiara aperta la seduta, e si fa riassumere per conoscenza di coloro che non erano intervenuti alla precedente riunione, quanto contenuto nel verbale di detta seduta; passa poi ad illustrare ai convenuti l'importanza paesistica e panoramica della strada dello Scopetone di cui trattasi nel primo punto dell'ordine del giorno. Dà quindi la parola al dott. Angerilli che spiega ai presenti quali lavori siano stati eseguiti dal Corpo delle foreste nel bacino montano in cui la strada è compresa. Fa presente che già alcune richieste di costruzioni sono state fatte all'Ispettorato forestale di Arezzo, e che egli, pur non essendo contrario a che ciò avvenga è del parere che dette costruzioni debbano essere disciplinate in maniera che la zona venga ad assumere un carattere tale da non deturpare l'ambiente naturale esistente.

Sembra che l'Azienda di Stato per le foreste demaniali abbia intenzione di acquistare l'intero bacino, ma tale possibilità è per ora, assai remota, per cui ritiene necessario l'imposizione del vincolo per evitare che venga al momento della riconsegna dei terreni ai singoli proprietari, distrutto dall'ingordigia speculativa un lavoro di decenni. Il professor Barbacci dichiara che lo stesso pericolo si è manifestato a Firenze, al momento in cui il Corpo delle foreste aprì la strada panoramica di monte Morello sul territorio del quale già esiste il vincolo per tutela paesistica, il che ha dato modo alla Soprintendenza di evitarne notevoli deturpazioni a valle.

Il prof. Salmi cita anche i casi di totale deturpazione avvenuti al Saltino, dove le costruzioni si sono allineate a valle della strada panoramica, impedendo la vista della vallata sottostante.

Pone ai voti la proposta del vincolo della zona dello Scopetone, che viene approvata all'unanimità nei limiti e per il territorio di cui alla allegata cartina. Il vincolo viene deciso in base all'art. 1 n. 4 della legge n. 1497.

(*Omissis*).

(444)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione di marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica che sono stati deformati i marchi d'identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Ceva & Bonini già esercente in Valenza Po (Alessandria).

Tali marchi erano contrassegnati col n. 468-AL.

(348)

Si comunica che sono stati deformati i marchi d'identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Rena Gianfranco già esercente in Valenza (Alessandria).

Tali marchi erano contrassegnati col n. 825-AL.

(349)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato delle zone di terreno site in destra del torrente Samoggia, in comune di Savigno (Bologna).

Con decreto 23 maggio 1958, n. 453, del Ministro per i lavori pubblici, di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato delle zone di terreno site in destra del torrente Samoggia, in comune di Savigno (Bologna), segnato nel catasto dello stesso Comune al foglio n. 4, ai mappali 317 (Ha 0.42.80), 318 (Ha. 0.08.26), 320 (Ha 0.07.34), 321 (Ha 0.02.16), 322 (Ha 0.10.84), 324 (Ha 0.18.48), 325 (Ha 0.32.98), 326 (Ha 0.02.96), 327 (Ha 0.79.74), 479 (Ha. 0.05.10), 480 (Ha 0.01.76), 327 ½ (Ha 0.35.04), 327 1/3 (Ha 0.01.51) e 328 (Ha 0.07.46), e al foglio n. 5 ai mappali 147 (Ha 0.17.00), 148 (Ha. 0.19.02) e 149 (Ha. 0.01.40), di complessivi Ha 2.93.85, indicate, in tinta gialla, nella planimetria 11 maggio 1955, in scala 1:2000, dell'Ufficio tecnico erariale di Bologna, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(306)

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un relitto d'alveo del rio Lambin, in comune di Andalo (Trento).

Con decreto 15 ottobre 1958, n. 752972, del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un relitto d'alveo del rio Lambin, in comune di Andalo (Trento), segnato nel catasto dello stesso Comune al foglio partitario n. 380, P. T. n. 337, foglio di mappa n. 11, particella fondiaria 3184/2, di mq 248, ed indicato nella planimetria 15 giugno 1957, in scala 1:1440, rilasciata dall'Ufficio del catasto fondiario di Mezzolombardo, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(377)

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona alluvionale formatasi in sinistra del torrente Staffora, in comune di Varzi (Pavia).

Con decreto 16 settembre 1958, n. 679, del Ministro per i lavori pubblici, di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona alluvionale in sinistra del torrente Staffora, in comune di Varzi (Pavia), segnata nel catasto dello stesso Comune al foglio III, lettera *B*, sub *b* (prospiciente il mappale 37), di Ha 0.61.55, ed indicata nella planimetria 25 settembre 1954, in scala 1:2000, rilasciata dall'Ufficio tecnico erariale di Pavia, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(378)

Revoca del decreto interministeriale 5 gennaio 1956, numero 952-1358, relativo al passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona di terreno sita lungo il torrente Pagliaro, in comune di Trebisacce (Cosenza).

Con decreto 16 settembre 1958, n. 595, del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze, è stato revocato il decreto interministeriale 5 gennaio 1956, n. 952-1358, (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 30 luglio 1956) col quale fu disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di una zona di terreno sita lungo il torrente Pagliaro, segnata nel catasto del comune di Trebisacce (Cosenza) al foglio n 15, mappale 31, partita 513, com'è indicato nella planimetria 30 dicembre 1943, in scala 1:500, allegata al decreto stesso, rilasciata dall'Ufficio tecnico erariale di Cosenza.

(376)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % (1968)

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 25

In applicazione dell'art 4 del decreto-legge 23 gennaio 1958 n. 8, dell'art. 7 del decreto Ministeriale 27 febbraio 1958 e dell'art 230 del regolamento generale sul Debito pubblico, è stato denunciato lo smarrimento dei sotto indicati titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % (1968):

N. 60.117	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N 07/9.240.465 al N 07/9 240 168)	L. 20.000
» 122.823	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N. 07/2 456.441 al N 07/2 456.460)	» 100 000
» 28.382	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N. 06/2.838.101 al N 06/2 838 200)	» 500.000
» 24.762	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N. 04/4.952.201 al N. 04/4 952 400)	» 1.000.000
» 24.763	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N. 04/4.952.401 al N 04/4 952.600)	» 1.000.000
» 24.764	(numeri concorrenti al sorteggio dei premi di rinnovo dal N. 04/4.952.601 al N. 04/4.952.800)	» 1.000 000
		L. 3 620.000

rilasciati dalla Tesoreria provinciale di Milano e denunciati smarriti dalla signora Beltrami Pierina, nata a Miasino il 27 febbraio 1885 e domiciliata a Milano in via Bramante n. 7.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 10 gennaio 1959

Il direttore generale: SCIPIONE

(123)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 22

Corso dei cambi del 28 gennaio 1959 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,15	621,25	621.24	621,27	621 —	621,22	621,40	621,30	621.20	621 20
$ Can.	641.35	641.75	641,75	641,75	641,50	641,57	642,50	641,50	641.75	641,75
Fr Sv.	144,08	144,14	144,16	144.16	144,05	144.08	144,16	144.10	144,10	144,10
Kr D.	90.12	90.11	90,12	90,12	90 —	90,13	90,14	90,10	90,15	90.15
Kr N.	87.16	87,13	87,18	87,16	87,10	87,16	87,16	87,15	87,15	87.15
Kr Sv.	120.08	120.11	120.08	120 11	120,10	120,05	120,12	120,10	120,05	120.05
Fol	164,75	164,80	164,79	164.84	164.70	164,71	164,82	164,75	161.70	164,70
Fr B.	12,42	12,4375	12,43	12.44	12.42	12,42	12.45	12,43	12.425	12,425
Fr Fr.	126,67	126,69	126,73	126.74	126,60	126,67	126.75	126,70	126,65	126,65
Lst	1745,10	1745 —	1745 —	1745.10	1745,05	1745.26	1745.25	1745,20	1745 —	1745 —
Dm occ	148,75	148,77	148.77	148,81	148.72	148.77	148,795	148,80	148,75	148 75
Scell. Aust.	23,98	23,955	23,96	23,96	23,90	23,96	23,965	23,965	23,96	23,96

Media dei titoli del 28 gennaio 1959

Rendita 3,50 % 1906	70,80
Id 3,50 % 1902	70 —
Id 5 % 1935	99,65
Redimibile 3,50 % 1934	87.275
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	82 55
Id. 5 % (Ricostruzione)	95,65
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	93.25
Id 5 % 1936	99,425
Id. 5 % (Città di Trieste)	93.275
Id. 5 % (Beni Esteri)	93,10

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	104,70
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	101 75
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	100,775
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	100,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	100,10
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	99,90
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	99.95
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	99 95
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	99,775

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 28 gennaio 1959

1 Dollaro USA	621,335
1 Dollaro canadese	642,125
1 Franco svizzero	144,16
1 Corona danese	90,13
1 Corona norvegese	87,16
1 Corona svedese	120,115

1 Fiorino olandese	164,83
1 Franco belga	12.445
100 Franchi francesi	126,745
1 Lira sterlina	1745 175
1 Marco germanico	148 802
1 Scellino austriaco	23,962

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE V-*B*

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro del mese di dicembre 1958

Il Conto riassuntivo del Tesoro del mese di dicembre 1958 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà tra l'altro i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

	Dal 1° luglio al 31 dicembre 1958			
	incassi (in milioni di lire)		pagamenti (in milioni di lire)	
FONDO DI CASSA AL 30 GIUGNO 1958		6.068		
Gestione di bilancio				
Entrate e spese di bilancio effettive — competenza	1.298 595		1.008 605	
Entrate e spese di bilancio effettive — residui	116.029		300.391	
Totale		1.414.624		1.308 996
In conto movimento capitali — competenza	40 620		54.593	
In conto movimento capitali — residui	274.500		279 456	
Totale		315.120		334.049
Gestione di Tesoreria				
In conto debiti di Tesoreria:				
Debito fluttuante	1.403 604		1 285 691	
Conti correnti	4 067 018		4.117 [illegible]38	
Incassi da regolare	724 473		677 735	
Altre gestioni	1.908 498		1.755.947	
Totale		8.103.593		7.837 311
In conto crediti di Tesoreria:				
Crediti per operazioni di portafoglio	827		1 079	
Pagamenti da regolare	35 301		121 788	
Altri crediti	3.381 162		3.650 601	
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	11.384		10.400	
Totale		3 428 674		3.783.868
Totale generale incassi e pagamenti		13.268 079		13.264 224
Fondo di cassa al 31 dicembre 1958		—		3 855
Totale a pareggio		13 268 079		13 268 079

SITUAZIONE DEL TESORO

	Al 31 dicembre 1958 (in milioni di lire)		
FONDO DI CASSA		3.855	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	394		
Pagamenti da regolare	123 792		
Altri crediti	762 101		
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	23 004		
Totale crediti		909 291	
In complesso			913.146
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	3.322 646		
Conti correnti	437 485		
Incassi da regolare	100 060		
Altre gestioni	334 582		
Totale debiti			4.195 673
Situazione del Tesoro (passività)			3 282 527
Circolazione di Stato (metallica) al 31 dicembre 1958: L. 58.028 milioni			

Il direttore generale del Tesoro: DI CRISTINA

(463)

BANCA D'ITALIA

CAPITALE SOCIALE INTERAMENTE VERSATO L. 300.000 000

SITUAZIONE AL 31 DICEMBRE 1958
Prima delle scritturazioni di chiusura

ATTIVO

Voce		Parziali	Importo
Oro in cassa	L.		5.221 892 081 —
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato alla Banca	»		1.772 798 105 —
Cassa	»		9 949 704 807 —
Portafoglio su piazze italiane	»		386 123 294 823 —
Effetti ricevuti per l'incasso	»		127 474 894 —
Anticipazioni	»		33 894 377 045 —
Disponibilità in divisa all'estero	»		62 272 996 978 —
Titoli dello Stato o garantiti dallo Stato	»		55 645 351 361 —
Immobili per gli uffici	»		1 —
Debitori diversi	»		1.653 854 747 046 —
Partite varie	»		3 215 415 701 —
Anticipazioni al Tesoro - Temporanee	»		77 000 000 000 —
Anticipazioni al Tesoro - Straordinarie	»		342 697 000 000 —
Emissioni delle Forze alleate o per conto di esse:			
Amlire emesse direttamente dalle Forze alleate	L.	113.896.481.370 —	
Fondi in moneta nazionale forniti alle Forze medesime	»	31.245.348.495 —	145 141 829 865 —
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria	L.		136 752 600 435 —
Impieghi in titoli per conto del Tesoro	»		325 000 000 000 —
Servizi diversi per conto dello Stato	»		18 189 903 770 —
Spese	»		37 926 347.945 —
	L.		3.294.785.734.857 —
Depositi in titoli e valori diversi	»		4.412 961 924.451 —
	L.		7.707 747.659.308 —
Partite ammortizzate nei passati esercizi	»		29.776.533 —
TOTALE GENERALE	L		7.707 777.435.841 —

PASSIVO

Voce		Parziali	Importo
Circolazione	L.		2.060 859 061 000 —
Vaglia cambiari, assegni ed altri debiti a vista della Banca	»		26 550 021 964 —
Depositi in conto corrente liberi	»		166 820 656 979 —
Conti corrent. vincolati	»		773 825 752 928 —
Creditori diversi	»		210.707.191.976 —
Tesoro dello Stato - Aiuti internazionali:			
Governo italiano - Fondi in lire (saldo)	L.	52.340.404.280 —	
Governo italiano - Conto delle anticipazioni speciali (decreto legislativo n. 781 del 7-5 1948) per la costituzione dei Fondi in lire, al netto dei rimborsi	»	38.582.948.391 —	13.757 455.889 —
Rendite del corrente esercizio	L.		38.387.576.277 —
	L.		3.290.907.717.013 —
Capitale sociale	L.	300.000 000 —	
Fondo di riserva ordinario	»	2.187.096.272 —	
Fondo di riserva straordinario	»	1.390.921.572 —	3.878 017.844 —
	L.		3.294.785.734.857 —
Depositanti	»		4.412.961.924.451 —
	L.		7.707.747 659.308 —
Partite ammortizzate nei passati esercizi	»		29.776.533 —
TOTALE GENERALE	L		7.707.777 435.841 —

Il Governatore MENICHELLA

Il Ragioniere generale: PIERINI

(462)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione di un componente effettivo la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Roma.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 4 febbraio 1958, registrato alla Corte dei conti il 12 successivo, con cui è stata nominata, fra le altre, la Commissione per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Roma;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione dell'avv. Uras Domenico, componente effettivo di detta Commissione, il quale, per motivi di salute, non può più attendere all'incarico conferitogli;

Vista la lettera in data 11 dicembre 1958, con la quale il presidente della Corte di appello di Roma, su designazione del locale Ordine forense, ha proposto l avv. Magno Pompeo avente una anzianità di iscrizione nell'albo non inferiore a 5 anni, ai sensi dell'art. 1, n. 5, della legge 23 marzo 1940, n. 254;

Decreta:

L'avv. Magno Pompeo, del Foro di Roma, è nominato componente effettivo della Commissione per gli esami di procuratore presso tale Corte in sostituzione dell'avv. Uras Domenico.

Roma, addì 18 dicembre 1958

Il Ministro: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *gennaio* 1959
Registro n. 16 *Grazia e giustizia, foglio n.* 63. — BOVIO

(456)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso a sessanta tenenti medici in servizio permanente effettivo indetto con decreto Ministeriale 5 febbraio 1958.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto Ministeriale 5 febbraio 1958, registrato alla Corte dei conti il 6 giugno 1958, registro n. 28, foglio n. 308, con il quale è stato indetto un concorso per il reclutamento ordinario di sessanta tenenti in servizio permanente effettivo del servizio sanitario, ruolo ufficiali medici;

Visto il decreto Presidenziale dell'11 gennaio 1956, n. 5;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione giudicatrice per la valutazione dei titoli e per gli esami del concorso per il reclutamento ordinario di sessanta tenenti medici in servizio permanente effettivo, è costituita come segue:

Presidente:
Tenente Gen.le Medico spe. Squillacioti Raffaele.

Membri:
Colonnello Medico spe. Ferrajoli Ferruccio, libero docente;
Colonnello Medico spe. Iadevaia Francesco, libero docente;
Colonnello Medico spe. D'Attilio Evandro;
Colonnello Medico spe. Mandò Alfredo.

Membri supplenti:
Colonnello Medico spe. Bartone Luigi, libero docente;
Colonnello Medico spe. Barile Tommaso.

Segretario:
Consigliere di 1ª classe Remora dott. Francesco, senza diritto a voto.

Art. 2.

Al presidente, ai membri, al segretario saranno attribuiti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Eguali compensi saranno attribuiti ai membri supplenti qualora necessità contingenti richiedano il loro intervento.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e quindi pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 novembre 1958

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *gennaio* 1959
Registro n. 2 *Esercito, foglio n.* 138

(458)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso relativo alla pubblicazione delle graduatorie del concorso per esami a diciotto posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo amministrativo, carriera direttiva, indetto con decreto Ministeriale 3 giugno 1957.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico approvato col decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che, nel supplemento n. 1-*bis* del Bollettino ufficiale, in data 21 gennaio 1959, del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, sono state pubblicate le graduatorie dei vincitori e degli idonei del concorso per esami a diciotto posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo amministrativo, carriera direttiva, indetto con decreto Ministeriale 3 giugno 1957.

(455)

PREFETTURA DI CAMPOBASSO

Graduatoria generale del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Campobasso

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAMPOBASSO

Esaminati i verbali della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti in Provincia al 30 novembre 1956, indetto con proprio decreto n. 2397, del 30 dicembre 1956;

Visto che la predetta Commissione ha proceduto all'espletamento del concorso in parola ed alla formazione della graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso medesimo in conformità delle disposizioni vigenti in materia;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie;

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei dottori in medicina e chirurgia i quali hanno conseguita la idoneità nel concorso sopra indicato:

1. Scarabeo Nicola punti 127,22 su 200
2. Della Valle Bartolo » 123,76 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura.

Campobasso, addì 4 gennaio 1959

Il prefetto: ERRICHELLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAMPOBASSO

Visto il proprio decreto n. 268 in pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei dottori in medicina e chirurgia i quali hanno conseguita la idoneità nel concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti in Provincia al 30 novembre 1956;

Ritenuta la necessità di disporre l'assegnazione delle sedi ai candidati risultati vincitori del predetto concorso, tenuto presente l'ordine delle preferenze da ciascuno di essi indicata;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie;
Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti dottori in medicina e chirurgia sono dichiarati vincitori dei posti di ufficiale sanitario, di cui al concorso sopracitato, a fianco di ciascuno di essi indicato:

1) Scarabeo Nicola: Venafro;
2) Della Valle Bartolo: Sant'Elia a Pianisi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Campobasso, addì 4 gennaio 1959

Il prefetto: ERRICHELLI

(364)

PREFETTURA DI LATINA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il decreto prefettizio n. 3809/3/1 del 28 febbraio 1958 col quale venne bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina al 30 novembre 1957;
Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso nominata con decreto prefettizio n. 31082 Div. 3/1 del 10 agosto 1958;
Esaminata la graduatoria dei candidati risultati idonei formulata dalla predetta Commissione e riscontratane la legittimità;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, numero 1265, ed il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso di cui in premessa.

N.	Candidato		Punti	
1.	Oliva Raniero	punti	51,464	su 100
2	Magliozzi Tommaso	»	51,060	»
3	Trombetti Rocco	»	50 662	»
4	Fiasconaro Gregorio	»	50,182	»
5.	Pietrocarlo Amedeo	»	49,358	»
6.	Rosato Francesco	»	49,223	»
7	Spada Giovanni	»	48,392	»
8	Giudetti Antonio	»	47,271	»
9.	Marciano Romolo	»	46,645	»
10	Triolo Gioacchino	»	46,420	»
11	Iacolucci Andrea	»	46,192	»
12.	Saltarelli Giuseppe	»	45,977	»
13	De Cesare Marcello	»	44,850	»
14	Di Marco Angelo	»	44 745	»
15.	Coletta Rolando	»	44,577	»
16	Purificato Luigi	»	44,272	»
17	Polidori Francesco	»	44,147	»
18.	Rossi Filippo	»	44,052	»
19	Bagnara Paolo	»	43,402	»
20.	Berardino Carmine	»	43,307	»
21	Zacchia Ernesto	»	42,893	»
22.	Mancini Claudio	»	42,739	»
23	Pampiglione Silvio	punti	42,639	su 100
24.	Squarcia Piero Eugenio	»	41 914	»
25	Di Mario Demostene	»	41,659	»
26.	Pandozy Salvatore	»	41,414	»
27.	Matteucci Giancarlo	»	41,181	»
28	Ruffi Antonio	»	40,706	»
29.	Bagnara Giuseppe	»	40,488	»
30.	Antonelli Manfredo	»	40,342	»
31.	Greco Pietro	»	40 258	»
32.	Di Pasquale Michele	»	40 104	»
33.	Bettini Ermanno	»	39,954	»
34	Tatarelli Antonio	»	39,414	»
35.	Arangio Domenico	»	39,410	»
36	D'Urso Antonio	»	39,036	»
37	La Penna Aurelio	»	38 624	»
38	Martellucci Francesco	»	38,181	»
39	Giorgi Vittorio	»	37,272	»
40.	Di Iorio Giovanni	»	36,796	»
41	Rotella Elio	»	36,316	»
42.	De Paolis Carlo	»	36,219	»
43.	Musumeci Giovanni	»	36 000	»
44	Meossi Alvaro	»	35,476	»
45	Santilli Gaetano	»	35,036	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Latina, addì 10 gennaio 1959

Il prefetto: DI NAPOLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il decreto prefettizio n 3809/3/1 del 28 febbraio 1958, col quale venne bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina al 30 novembre 1957;
Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso nominata con decreto prefettizio n. 31082 Div. 3/1 del 10 agosto 1958;
Visto il decreto prefettizio di pari data n 49503/3-1ª, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel suddetto concorso;
Visto l'art 55 del regolamento sui concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Viste le istanze dei candidati e l'indicazione delle sedi per le quali secondo l'ordine di preferenza, hanno concorso;

Decreta:

I sottonotati candidati ai posti di medico condotto vacanti in provincia di Latina al 30 novembre 1957, sono dichiarati vincitori del concorso stesso per i posti a fianco segnati:

1) Oliva Raniero: 2ª condotta di Priverno,
2) Magliozzi Tommaso 1ª condotta di Gaeta;
3) Trombetti Rocco. centro urbano e territorio promiscuo del comune di Castelforte;
4) Fiasconaro Gregorio: frazione Suio del comune di Castelforte;
5) Pietrocarlo Amedeo: condotta unica di Roccasecca dei Volsci.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Latina, addì 10 gennaio 1959

Il prefetto: DI NAPOLI

(322)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.